

Proposition n°11 :

Former à une citoyenneté libre, responsable, européenne et respectueuse de l'égalité homme-femme, notamment en introduisant en fin de secondaire un cours de philosophie et d'histoire culturelle et comparée des religions.

La société dans laquelle nous vivons est de plus en plus multiculturelle. C'est un fait qui n'est pas propre à la Belgique, mais qui est partagé par tous les pays développés, voire même par le monde entier. Libre circulation des personnes à l'intérieur de grands espaces comme celui de l'Union européenne, moyens de communication plus performants, envie de mobilité plus grande des citoyens : tous ces facteurs favorisent la migration des peuples.

Conséquence : nous devons apprendre à vivre avec des personnes venant d'autres cultures, ayant connu d'autres modes de vie, voire d'autres valeurs que les nôtres. Parallèlement, notre société ne peut accepter que certains de ceux qui viennent s'y installer ne respectent pas certains de ses principes et de ses valeurs fondamentaux.

L'actualité, tant belge qu'étrangère, ne cesse de relater des problèmes nés soit des incompréhensions entre les peuples, soit des différences incompatibles entre leurs cultures.

Dans ce cadre, Antoine Duquesne, Président du MR, a lancé un appel aux partis démocratiques afin de lancer une réflexion sur la neutralité de l'Etat.

Afin que les plus jeunes d'entre nous soient formés à une citoyenneté libre, tournée vers l'Europe, respectueuse des valeurs fondamentales qui sont les nôtres comme l'égalité homme-femme, le MR souhaite l'instauration d'un cours obligatoire de philosophie et d'histoire culturelle et comparée des religions, dans le respect des prescrits constitutionnels en la matière, à raison d'une période/semaine au cours des deux dernières années de l'enseignement secondaire.

Il s'agit par conséquent d'un cours supplémentaire, et non d'un cours qui remplacerait tel ou tel autre cours.

Pour le MR, il n'est pas question de demander à l'école qu'elle forme à tout. Nous voulons par conséquent que les missions complémentaires dont on chargerait l'école soient bien pesées et limitées. Nous considérons toutefois que les enjeux relatifs à la citoyenneté, à l'intégration, au partage par tous des valeurs fondamentales qui fondent notre société, mais aussi à la tolérance vis à des vis par exemple de ceux qui adhèrent à d'autres religions ou qui proviennent d'autres cultures, sont tels que notre société ne peut plus ne pas les aborder.